

S'affiche un scénario alarmant de guerre civile

Les élections de mi-mandat sont un étalage ouvert de la guerre civile qui fait rage aux États-Unis.

Le terme « mi-mandat » signifie que les élections ont lieu à mi-parcours du mandat du président. Cela montre à quel point la démocratie de type américain est centrée sur la présidence et explique pourquoi les élections de mi-mandat de 2022 sont une lutte féroce entre Donald Trump et Joe Biden et leur camp respectif.

Le 8 novembre, les électeurs américains ont été appelés à élire l'ensemble des 435 membres de la Chambre des représentants, un tiers des 100 membres du Sénat et les gouverneurs de 36 États, dont la Floride, le Texas, New York, la Pennsylvanie, le Michigan, l'Ohio, l'Illinois et la Californie. Même si de nombreux sièges sont à pourvoir, il est probable qu'au niveau fédéral, seuls 25 sièges environ seront contestés et que les autres seront remportés par les candidats sortants. Il y a également des élections municipales et d'État qui ont eu lieu au même moment.



Joe Biden et Donald Trump présentent tous deux ces élections comme cruciales pour « sauver le pays ». Trump reprend son appel à « rendre sa grandeur à l'Amérique » (« Make America Great Again ») et le slogan de la campagne de Biden est « sauvons l'âme des États-Unis » et « préservons la démocratie ». « La démocratie est sur le bulletin de vote », a répété Biden à plusieurs reprises dans un discours du 2 novembre. Il faut voter pour « préserver la démocratie », ne cesse-t-il de répéter, ce qui signifie voter pour ceux qui soutiennent et appuient Biden contre Trump.

De son côté, le public constate de plus en plus l'incapacité du gouvernement à tous les niveaux à répondre aux besoins urgents de la population, en matière de santé, de logement, d'éducation, d'égalité, de paix et de justice. Il y a une colère croissante envers les institutions gouvernementales, y compris les élections, le Congrès et les tribunaux. Toutes se sont avérées dysfonctionnelles et incapables de résoudre les problèmes.

Les forces soutenues par Biden et Trump veulent détourner la colère du peuple de la voie de la résistance et de la demande d'une nouvelle direction pour le pays, une direction prosociale et antiguerre. Tout est fait pour que les gens s'alignent d'un côté ou de l'autre du clivage Biden/Trump. Le rôle donné au peuple est de choisir un camp ou l'autre. C'est un scénario de guerre civile et un grand nombre d'électeurs américains choisissent de rester à l'écart. Quand on ajoute le grand nombre de personnes qui ne peuvent pas voter aux États-Unis en raison des lois racistes, c'est une grande partie de la population américaine qui cherche une voie qui lui soit favorable.



Le monde assiste à l'effondrement de l'État américain et de la démocratie à l'américaine

Les reportages sur les élections de mi-mandat se font du point de vue des riches et de leurs candidats. Le seul rôle donné au peuple est de se laisser entraîner dans un débat à leur sujet et de choisir un camp, le camp de Donald Trump qui veut « redonner sa gloire à l'Amérique » ou celui de Joe Biden qui veut « préserver la démocratie ».

Certains reportages ont parlé de la détérioration des conditions sur tous les fronts aux États-Unis, mais c'est fait comme désinformation, pour priver les travailleurs du pouvoir de décision sur les questions qui ont un impact sur leur vie. Des questions telles que l'économie de guerre catastrophique, les conditions de travail et de vie dangereuses et inacceptables, le racisme et la brutalité du gouvernement à l'égard des femmes, des Noirs, des Bruns et des Autochtones, ainsi que les questions relatives à la guerre et au génocide, sont hors de leur portée.



Le discours de Biden sur la démocratie et la préservation de l'ordre constitutionnel et celui de Trump sur la manière de rendre sa grandeur à l'Amérique en bafouant l'ordre constitutionnel et en s'assurant que les droits ne valent plus rien cachent deux faits essentiels. Le premier est que, quel que soit le président au pouvoir, le gouvernement américain actuel est un gouvernement de pouvoirs de police, sans égard pour l'État de droit. Les pouvoirs de police sont tous les pouvoirs de prérogative exercés par le président et les agences de son cabinet, et les postes exécutifs en général, comme les gouverneurs.

Le diktat présidentiel bafoue l'État de droit et ne se préoccupe plus de légitimité, comme en témoigne l'anarchie déclenchée contre les peuples à l'étranger, que ce soit en Europe qui est incitée à faire la guerre à la Russie « jusqu'au dernier Ukrainien » et étendre le contrôle de l'OTAN sur les peuples du continent, ou contre Cuba, le Venezuela, Haïti, la Palestine et d'autres pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes.



La guerre par drones et l'utilisation des forces spéciales augmentent maintenant en Afrique avec l'utilisation de l'AFRICOM par l'armée américaine. C'est complètement illégal et en violation de la souveraineté des nations africaines, mais l'organisme continue néanmoins d'être élargi, en particulier depuis Obama. Les actions contre les immigrants et les réfugiés, comme la détention à long terme de femmes et d'enfants, sont également illégales mais maintenues. Les morts aux mains de la police aux motifs racistes restent un phénomène

répandu. Ce n'est pas la loi qui domine, ce sont les pouvoirs de police dans un régime caractérisé par la dictature de l'exécutif, l'impunité et l'absence totale de responsabilité.

La deuxième chose qui n'a pas été discutée est que les deux premières années du mandat de Biden ont montré l'incapacité de sa présidence à régler quel que problème que ce soit. La présidence n'a

fait qu'entraîner le pays dans des crises de plus en plus profondes, tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Le monde assiste à l'effondrement de l'État américain. La démocratie de type américain, avec sa quête d'hégémonie mondiale et sa domination en tant que « nation indispensable », dictant sa loi à tous les autres, est en train d'échouer. Cela inclut l'échec du processus électoral lui-même et de la capacité des élections à résoudre les conflits au sein des cercles dirigeants.

Ce qu'il faut, c'est regarder les élections de mi-mandat du point de vue des peuples, aux États-Unis et à l'étranger, ce qui signifie examiner la meilleure façon de faire avancer la bataille aux États-Unis pour une démocratie populaire, une démocratie créée par le peuple lui-même, qui lui donne le pouvoir de gouverner et de décider de toutes les affaires qui affectent sa vie.



Le « bon combat pour mieux échouer » de Biden ne tiendra pas la route

Les élections de mi-mandat sont censées servir d'indicateur de l'état de la présidence Biden. C'est une présidence qui n'a en aucun cas servi à atténuer les conflits qui s'intensifient au sein des factions au pouvoir. En effet, lorsque Biden n'a pas réussi à faire adopter son projet de loi phare *Build Back Better Act* (loi pour reconstruire en mieux), le dysfonctionnement du Congrès et de la présidence a été pleinement étalé. Depuis lors, des financements massifs ont été approuvés pour le Pentagone et la guerre afin d'isoler la Russie et de susciter des conflits ailleurs. Beaucoup ont qualifié les efforts de Biden pour inciter les gens à appuyer sa campagne de reconstruire en mieux, le « bon combat pour mieux échouer ».

Les travailleurs américains font les frais des échecs du gouvernement, qu'il s'agisse de la COVID ou d'un appauvrissement accru avec des salaires très inférieurs à l'inflation, ou de l'environnement, avec les canicules de l'été, les incendies de forêts, puis les ouragans. Pourtant, tout le monde est appelé à continuer à appuyer Biden et à faire un meilleur travail pour échouer.

Les échecs de Biden ne sont pas seulement sur le front intérieur. Malgré les efforts déployés depuis longtemps aux États-Unis pour séparer les préoccupations à l'intérieur du pays de la politique étrangère, ce concept s'effrite lui aussi. Il existe une relation entre les deux, y compris la relation entre la guerre civile et la guerre impérialiste, l'une donnant lieu à l'autre.



On donne l'impression que Biden réussit sur le front à l'étranger, qu'il unit l'OTAN et l'Europe contre la Russie en utilisant le conflit en Ukraine. Certes, des dizaines de milliards de dollars ont été fournis en armes et en matériel de guerre. Mais l'OTAN reste divisée. L'Allemagne se militarise à grande vitesse et s'organise pour aller à l'encontre de la norme en vigueur depuis la Deuxième Guerre mondiale selon laquelle elle n'aurait pas de troupes stationnées à l'étranger. La question allemande, qui se pose depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et qui fait partie de la raison d'être de l'OTAN, demeure : il s'agit de tenir la Russie à l'écart, l'Allemagne

neutralisée et les États-Unis en position supérieure. Au lieu de cela, l'Allemagne s'est renforcée et des conflits comme celui du gazoduc Nord Stream et du pétrole se poursuivent.

Le Japon s'efforce également d'enfreindre le mandat constitutionnel qui lui interdit d'envoyer des troupes à l'étranger et de participer aux nombreux exercices de guerre imposés par les États-Unis, comme celui qui a récemment réuni les États-Unis, le Japon et la Corée du sud contre la République populaire démocratique de Corée. Si l'on ajoute à cela les projets de l'UE de se doter de sa propre force armée, les conflits liés au Brexit et la crise qui s'étend en Grande-Bretagne, il est évident que la rivalité entre ces grandes puissances est forte. Et toutes sont confrontées à la colère et à la résistance des peuples face aux réunions de l'OTAN, aux exercices de guerre et au financement massif de la guerre, ainsi qu'aux demandes de respect de leurs droits.

C'est dans ce contexte qu'ont eu lieu les élections de mi-mandat, mais la question de la guerre et les demandes de paix sont passées sous silence. Elle ne figure pas parmi les questions soulevées dans les sondages ou les reportages des médias. Il en va de même pour le fait que, par millions ces dernières années, les travailleurs de tout le pays ont pris position contre le racisme du gouvernement et la guerre impérialiste et pour l'égalité, la justice, la paix et la démocratie. Cela inclut des manifestations antiguerre en octobre dans plus de 60 villes.



Les travailleurs de la santé et les enseignants sont également en grève et réclament des droits. Les jeunes travailleurs des entrepôts et du commerce de détail, comme chez Amazon, Trader Joe's, Starbucks et ailleurs, s'avancent pour organiser leurs propres syndicats et participer aux luttes autour de la COVID, pour des conditions de travail et des équipements de protection sécuritaires, et contre le racisme évident dans le manque de soins et la mort disproportionnée de Noirs, par exemple. Cette résistance organisée par le biais de grèves, de manifestations, de réunions et de campagnes de toutes sortes et plus encore se poursuit.

Les Américains sont de plus en plus conscients qu'ils ne peuvent pas se fier sur les élections et l'État pour obtenir les changements nécessaires pour résoudre les problèmes urgents auxquels l'humanité est confrontée. C'est aussi un autre échec des dirigeants car, malgré toutes leurs affirmations sur la démocratie et le gouvernement « pour le peuple », les illusions à ce sujet se dissipent rapidement. On reconnaît de plus en plus que les peuples doivent compter sur eux-mêmes et concevoir une démocratie de leur propre cru.



L'ordre constitutionnel existant a toujours été un compromis avec l'esclavage et la monarchie, ce qui explique pourquoi la présidence dispose de telles prérogatives pour « remplir ses fonctions de président », comme le stipule le serment. Il s'agit d'une structure d'inégalité, qui maintient le peuple à l'écart du pouvoir et réduit sa voix au silence. Les élections font partie de cette structure d'inégalité. S'il y a des candidats qui peuvent être appuyés, l'essentiel est de le faire d'une manière qui favorise le peuple.

Les élections sont un domaine dans lequel la volonté du peuple de s'investir du pouvoir de décider peut être renforcée. Mais seulement si cela est pris comme point de départ. En d'autres termes, comment les élections peuvent-elles être utilisées pour renforcer la volonté du peuple d'instaurer une démocratie populaire, où le peuple est

le décideur ? Comment la voix du peuple peut-elle être entendue et non réduite au silence ? Comment les énergies peuvent-elles être dirigées vers le renforcement de la résistance et la construction d'alternatives, et non vers le choix d'un camp ? Telles sont les questions à soulever pour concevoir l'organisation. Le débat n'est pas tant de savoir quel candidat est plus ou moins de droite, mais de renforcer notre unité et d'organiser des alternatives qui servent nos intérêts et occupent l'espace pour que le peuple puisse s'exprimer en son nom propre, avec ses solutions. Les groupes de discussion, les webinaires et les réunions à domicile sur ces questions et la construction d'alternatives pour mettre la prise de décision entre les mains du peuple, contribuent à cette direction maintenant et après les élections.



Les efforts pour diviser le peuple échouent malgré la dangereuse escalade de Biden/Trump

– Kathleen Chandler –

De nombreux exemples montrent que les Américains sont unis à exiger du gouvernement qu'il assume sa responsabilité de répondre à leurs revendications concernant l'eau potable, la protection contre les vagues de chaleur et les ouragans et le financement des pertes, le logement et l'éducation pour tous, des conditions de travail sécuritaires et des salaires à la hauteur du travail effectué, la paix et la fin des guerres américaines. Les sondages montrent à plusieurs reprises qu'une majorité importante et croissante pense que le pays va dans la mauvaise direction. Par divers moyens comme les grèves, les manifestations, les réunions virtuelles, les pétitions et autres, beaucoup exigent une nouvelle direction qui serve les intérêts de la société, de ses nombreux collectifs et des individus et qui harmonise les relations humaines au lieu de les antagoniser et de les détruire davantage.

Quelle que soit l'interprétation du vote du 8 novembre, la volonté des Américains de suivre cette voie est évidente dans le large soutien public apporté dans tout le pays aux travailleurs de la santé qui font grève et s'organisent pour obtenir le personnel, les équipements de protection et les conditions de travail sécuritaires dont ils ont besoin, ainsi que leurs patients et leurs communautés. C'est la même chose avec les prises de position et des actions répétées, y compris les grèves de la faim, qui rejettent le traitement inhumain et brutal que le gouvernement réserve aux immigrants et aux réfugiés, en particulier aux femmes et aux enfants. Comme beaucoup l'ont dit : « Pas de crimes contre l'humanité dans notre communauté. »



Les jeunes travailleurs, comme ceux d'Amazon, de Trader Joe's, d'Apple, de REI, de Chipotle et de Starbucks, déploient de plus en plus d'efforts non seulement pour se syndiquer à leur endroit de travail mais aussi pour organiser des réunions et des conférences virtuelles afin de s'unir et d'échanger des expériences. Beaucoup se joignent également aux différentes actions politiques contre le racisme du gouvernement, contre son refus de respecter les normes de l'Administration de la sécurité et de la santé au travail, contre les assassinats commis par des policiers racistes, les

attaques contre les droits des Autochtones et autres crimes.

On peut affirmer que la majorité a des revendications communes et qu'ils sont des millions à s'organiser pour leurs droits et unissent leurs efforts pour défendre les droits de toutes et de tous, dans leur pays et à l'étranger.



Par contre, les dirigeants sont profondément divisés, leurs institutions sont dysfonctionnelles et dépassées et ne permettent plus de résoudre les conflits dans leurs rangs et d'assurer une transition pacifique du pouvoir. Ils sont également préoccupés par le fait que le peuple est outré face à l'impunité du gouvernement et son refus de résoudre les problèmes les plus fondamentaux comme l'eau potable et un accès fiable à l'électricité, au chauffage et au logement pour tous. Comme l'indiquent les travailleurs d'Amazon, par exemple, les travailleurs

reconnaissent la nécessité de compter sur eux-mêmes et non sur le gouvernement, et de chercher des alternatives à la fraude et à l'échec de la démocratie à l'américaine de Joe Biden et Donald Trump.

C'est dans le contexte de l'échec répété de l'État américain, y compris les deux premières années de la présidence de Joe Biden, que Donald Trump et Joe Biden se sont engagés dans une confrontation âpre et dangereuse alors que les factions dirigeantes qu'ils représentent se disputent le pouvoir de la présidence. Même avant les élections de 2020, cela était évident dans les affirmations de Donald Trump sur la fraude électorale. Depuis lors, il y a eu les efforts de la Commission du 6 janvier de la Chambre des représentants, qui a tout récemment assigné Donald Trump à fournir des dossiers et à témoigner. Il a jusqu'à présent refusé et pourrait ne jamais témoigner si la commission est dissoute à cause des pertes subies par les démocrates lors des élections de mi-mandat.

Des poursuites civiles et pénales ont été engagées contre les forces de Trump par l'État de New York et des enquêtes criminelles, mais pas encore d'inculpation, par le département de la Justice. Il y a eu la perquisition du FBI à la résidence de Donald Trump de Mar-a-Lago et ses contre-poursuites contre les actions du gouvernement.

Il continue d'y avoir diverses accusations et contre-accusations concernant la Russie et la Chine. Les deux camps agissent pour tenter de maintenir les États-Unis au sommet en tant que « nation indispensable ». Joe Biden a multiplié les provocations contre la Chine tout en essayant d'écraser la Russie en utilisant la guerre en Ukraine, ces deux efforts ont échoué tout en augmentant le danger de guerres américaines plus agressives.

Ce qui est encore plus évident maintenant, en partie au cours des audiences du 6 janvier, c'est qu'il existe des motifs suffisants pour porter des accusations criminelles contre Donald Trump et d'autres, mais le département de la Justice refuse de le faire. De nombreuses factions dirigeantes estiment que cela pourrait déclencher une guerre civile ouverte et violente, ce que tous essaient d'éviter. Cependant, le manque d'action expose davantage le président, le département de la Justice et les services de police et de maintien de l'ordre comme une force illégitime, ce qui contribue à la colère et au mécontentement de la population envers le gouvernement et à la recherche d'alternatives. Pourquoi les gens devraient-ils accepter le recours à la violence contre eux par l'État, que ce soit par des incarcérations massives, des attaques policières contre des manifestants, des assassinats racistes de la police et plus encore, alors que leur pouvoir n'est plus légitime et que la fraude et l'impunité sont évidentes pour tous ?

Joe Biden et Donald Trump sont en campagne électorale permanente. Joe Biden a souligné que « la démocratie est littéralement sur le bulletin de vote » et a déclaré dans un discours la semaine dernière : « Au cours d'une année normale, nous ne sommes pas souvent confrontés à la question de savoir si le vote que nous exprimons préservera la démocratie ou la mettra en péril – mais c'est le cas cette année. » Ses forces se réfèrent régulièrement à « l'extrême droite » du Parti républicain, souvent appelé les républicains MAGA (en référence à l'acronyme du slogan de Trump « Make America Great Again »). Donald Trump continue de discréditer les élections et se réfère aux « maniaques radicaux de gauche » en disant aux foules que « chaque Américain libre et aimant doit comprendre qu'il est temps de s'opposer à cette tyrannie croissante de la gauche ».

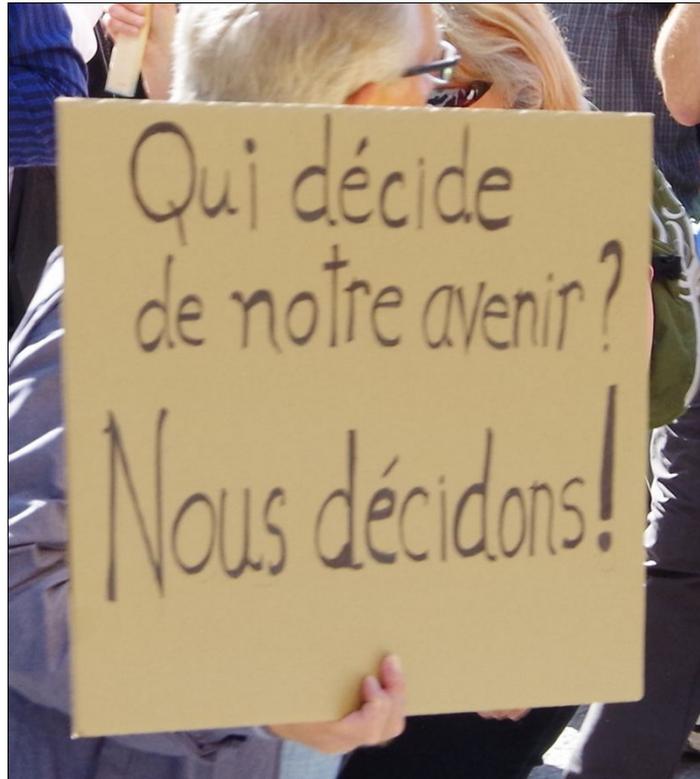
Quel est le but de discréditer les élections d'une part et de prétendre que la démocratie est au rendez-vous d'autre part ? Ce sont les deux faces d'une même pièce, qui consiste à préserver la domination des riches oligarques tout en maintenant le peuple hors du pouvoir. Il y a un effort pour attiser les passions afin de diviser le peuple et l'empêcher de construire son unité et la bataille politique pour une démocratie populaire qui sert ses intérêts. Les divisions des dirigeants sont imposées au peuple.

Les déclarations sur les extrêmes « de gauche » et « de droite » ciblent principalement ceux qui résistent et visent à criminaliser leurs luttes et justifier la répression. Le danger réside également dans le fait que les dirigeants ne contrôlent pas la situation et agissent pour détruire ce qu'ils ne peuvent pas

contrôler, même si cela signifie la destruction violente et la division du pays lui-même. Bien qu'ils essaient d'éviter une telle issue, la politique de la corde raide et les échecs entraîneront davantage d'anarchie et de violence. La possibilité que les États-Unis aient recours à une guerre impérialiste pour éviter la guerre civile demeure une grave menace. Il en va de même pour la possibilité d'une guerre civile violente dans le pays. Les deux sont de graves dangers pour les peuples du monde.

Ce qui ressort de l'élection, c'est que les dirigeants américains ne sont plus aptes à gouverner et ne servent qu'à diviser et désinformer davantage les peuples tout en s'efforçant de conserver leur pouvoir. De nouvelles relations de pouvoir sont nécessaires, l'heure est à la démocratie que les peuples ont eux-mêmes créée et qui leur donne le pouvoir de gouverner et de décider. Il est urgent et nécessaire d'intensifier la lutte pour les droits et de construire une alternative, de nouvelles institutions, de nouvelles constitutions.

(Voice of Revolution)



Le système électoral dysfonctionnel mis en évidence

Avec la dysfonction des élections de mi-mandat, nous voyons un harcèlement accru des citoyens et une exacerbation de la crise de légitimité du système électoral lui-même. Les travailleurs électoraux locaux, dont c'est la responsabilité de vérifier l'admissibilité des électeurs aux bureaux de vote et d'assurer l'intégrité des bulletins de vote, se font plus harcelés que jamais. Ils sont photographiés, leurs plaques d'immatriculation sont notées et plusieurs reçoivent des menaces de mort. Depuis l'élection de 2020, plus de 1 000 messages d'intimidation ont été reçus par les travailleurs électoraux, et plus de 120 de ces messages sont passibles de poursuites au criminel.

Les menaces ne sont pas provoquées par des quelconques actions des travailleurs électoraux mais plutôt par des histoires fabriquées par les représentants élus dans les médias monopolisés liées au « Grand vol » ou au « Grand mensonge ». Des groupes tels que « First Amendment Auditors » (Vérificateurs du Premier amendement) dans le comté de Maricopa, en Arizona, qui comprend Phoenix, par exemple, ont encerclé le département des élections, munis d'équipement tactiques. Ils ont photographié les travailleurs du comté et leurs plaques d'immatriculation. En outre, des individus ont harcelé des travailleurs et ont menacé des directeurs électoraux du comté sur les réseaux sociaux.



La promotion de la propagande du « Grand vol » et, en contrepartie, celle d'élections « libres et équitables », sert à voiler la nature frauduleuse bien connue des élections américaines et à fomenter des divisions au niveau local. Ce qui n'est pas discuté, c'est que la classe ouvrière n'a aucun mot à dire ni dans la sélection des candidats, ni dans l'élaboration de l'ordre du jour, ni à faire entendre ses solutions pour discussion. Les tactiques pour empêcher les électeurs d'aller voter, les campagnes négatives et les millions et les milliards de dollars requis pour présenter sa candidature sont monnaie courante et montrent que les élections sont couramment volées et ne sont pas du tout équitables.

Le système majoritaire uninominal à un tour signifie que le président et les autres représentants du Congrès sont élus par un petit pourcentage d'électeurs admissibles.

Une autre indication de comment les élections sont utilisées contre le peuple sans résoudre les conflits entre dirigeants est le fait que plusieurs personnes appuyées par Trump se présentent comme candidats au poste de secrétaire d'État. Depuis l'adoption du « Help America Vote Act » (HAVA) suite à la fraude électorale en 2000 impliquant Bush et Gore, le secrétaire d'État est chargé de l'approbation finale du décompte des votes et de la certification des électeurs ayant voté au collège électoral. Bien que les grands électeurs doivent refléter le vote populaire, le secrétaire d'État peut avoir recours aux pouvoirs de police que lui octroie son poste pour contester ou rejeter le décompte, certifier les grands électeurs d'un candidat différent, demander des vérifications et des recomptages, etc., comme Trump l'a fait dans divers États comme la Géorgie et l'Arizona en 2020.

Dans l'Indiana, l'Arizona, le Michigan et le Nevada, qui sont des États chaudement disputés dans la lutte présidentielle, des candidats se présentent dans l'intention d'utiliser ce poste pour assurer la victoire de Trump, tout en restreignant le droit de vote, en éliminant par exemple les votes par correspondance, le vote par anticipation, etc. La faction Biden s'inquiète ouvertement du fait que

pour l'élection présidentielle de 2024, si des fonctionnaires électoraux refusent de certifier le vote, cela « pourrait déclencher une crise constitutionnelle ». Ils injectent des dizaines de millions de dollars dans ces courses.

Dans des États comme la Pennsylvanie, la Floride et le Texas, où le secrétaire d'État est nommé par le gouverneur, l'élection d'un gouverneur joue un rôle similaire.

En réalité, la crise constitutionnelle fait déjà rage puisque la constitution n'a pas réussi à empêcher la dysfonction des institutions de gouvernance actuelles. Ses pouvoirs de prérogative ont ouvert la voie à l'exacerbation actuelle de la crise. Depuis les élections Bush/Gore, l'anarchie est devenue autorité, tel que reflété dans les nombreuses autorités rivales dans les élections, dans le traitement du droit de vote, de l'immigration, etc.



Avec un gouvernement de pouvoirs de police, non seulement les élections et les institutions comme le Congrès, les tribunaux et la présidence ont perdu leur légitimité, mais les dirigeants ne peuvent même plus s'occuper de défendre leur légitimité. Ils sont plutôt préoccupés par comment réussir à usurper le pouvoir de la présidence. Comme en attestent les conflits continus dans leurs rangs, les dirigeants font tout pour accroître le chaos et les divisions, pour détourner l'attention de leur impunité et leur incapacité à résoudre les problèmes. Ils blâment plutôt les arrangements existants et justifient le recours à des pouvoirs de police encore plus grands et à l'impunité comme étant nécessaires pour « rétablir l'ordre » et protéger «

la sécurité nationale ».

Dans un contexte où une guerre civile violente gronde, les efforts des deux factions visent à faire obstacle à ce que les gens puissent développer un mouvement politique efficace servant leurs propres intérêts, et à les pousser à se ranger derrière l'une ou l'autre des factions. Biden prétend que la « démocratie » peut être préservée en défendant la forme constitutionnelle tout en outrepassant ses limites en ayant recours aux pouvoirs de police, tandis que Trump préconise de totalement ignorer la constitution, ce qui serait nécessaire pour « sauver l'Amérique ». Aucun des deux ne soulève la question de l'économie de guerre ou des actes pro-guerre de la classe dirigeante dans son ensemble. Les deux appellent aux pouvoirs de police, avec leur impunité, leur absence de reddition de compte et leur criminalisation de la résistance. Les deux visent l'hégémonie américaine, mais avec des tactiques différentes.

Le problème tel qu'il se pose au peuple est de ne pas suivre l'un ou l'autre et de ne pas se laisser entraîner dans des débats sur qui est le pire des deux, mais de poursuivre et d'élargir la lutte pour investir le peuple du pouvoir. L'élection est l'un de ces champs de bataille, mais il y a aussi beaucoup d'autres batailles en cours pour défendre les droits de tous et toutes, qui mettent les intérêts du peuple au premier rang et qui exigent que la démocratie fasse de même.

(Voix de la révolution)



La rivalité des autorités municipales et étatiques accroît le risque de guerre civile violente

Les élections des gouverneurs de 36 États avaient lieu le 8 novembre. Parmi ceux-ci, on compte bon nombre des États les plus peuplés et les plus influents, notamment pour ce qui est de la course à la présidence. Il s'agit du Texas, de la Floride, de la Pennsylvanie, de New York, de l'Ohio, de l'Illinois et de la Californie. Le gouverneur du Texas, Greg Abbott, et le gouverneur de Floride, Ron DeSantis, ont tous deux des ambitions présidentielles et envisagent de se présenter contre Donald Trump, qui est censé annoncer ses intentions maintenant que les élections de mi-mandat sont terminées. Le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, envisage également de se présenter contre Biden, qui n'a pas encore confirmé s'il se présentera en 2024.

L'importance de ces élections cette année est que les gouverneurs, en tant que détenteurs du pouvoir exécutif des États, agissent en tant qu'autorités concurrentes du gouvernement fédéral et entre les États. Ils contrôlent également des forces armées considérables, notamment la garde nationale et la police de l'État. Dans les conditions d'un gouvernement de pouvoirs de police au niveau fédéral, fondé non pas sur la loi mais sur l'impunité et l'exercice de prérogatives, par le biais de décrets par exemple, la légitimité et l'autorité du gouvernement fédéral sont remises en question. Les gouverneurs utilisent également des pouvoirs de police, souvent par le biais de décrets.

La rivalité des gouverneurs de l'autorité fédérale et des États est un facteur qui accroît le danger d'une guerre civile ouverte et violente. L'immigration est l'un des théâtres de cette rivalité.

En juillet, le Pentagone a prolongé d'un an le déploiement d'environ 4 000 membres des forces armées américaines à la frontière avec le Mexique. Ces forces avaient été déployées par Trump pour une affectation qui devait être temporaire, mais qui dure maintenant depuis quatre ans. En outre, le gouverneur du Texas, M. Abbott, a envoyé environ 5 000 membres de la Garde nationale de l'État à la frontière, sous son commandement. En juin, lui et le gouverneur de l'Arizona Doug Ducey ont envoyé une lettre aux 48 autres États pour leur demander d'envoyer leur garde nationale au Texas en renfort. Plusieurs États l'ont fait, dont le Dakota du Sud, qui a fait appel à un milliardaire privé pour financer le déploiement. L'Arizona, l'Iowa et l'Arkansas ont également envoyé des troupes de la Garde nationale de leur État, tandis que l'Ohio, le Nebraska et la Floride ont envoyé leur Highway Patrol ou d'autres agences des forces de l'ordre de leur État. Le Texas utilise les deux.

Les troupes de la garde nationale sont placées sous l'autorité du gouverneur de chaque État, sauf si elles sont fédéralisées par le président, avec l'autorisation du gouverneur, comme cela s'est produit pour les déploiements en Afghanistan et en Irak. Le déploiement simultané de la garde nationale des États et des forces armées fédérales, de la patrouille frontalière fédérale, des services de l'immigration et des douanes (ICE) et de la police de l'État le long de la frontière crée des conditions propices à la confrontation et à l'affrontement. Cela est d'autant plus vrai que les forces de la Border Patrol et de l'ICE ont tendance à favoriser la faction Trump et que toutes opèrent en toute impunité et avec une grande brutalité contre les personnes à la frontière. Ce n'est certainement pas une recette pour la satisfaction des droits et des besoins des immigrants et des réfugiés, dont beaucoup sont injustement détenus dans des camps.

Alors que grandissent les conditions de guerre civile, le problème de l'unification de l'armée (les forces armées terrestres, navales et aériennes, les marines) et des agences fédérales de maintien de l'ordre (y compris l'ICE, le FBI, la DEA, la CIA, etc.), et de la mise sous contrôle fédéral des agences municipales et étatiques de maintien de l'ordre (telles que les forces massives des agences de New York, Chicago et Los Angeles), est un problème majeur pour les cercles dirigeants. Les élections pour le poste de gouverneur seront une indication de la manière dont ces conflits se

dérouleront dans les années à venir et de l'émergence de divisions régionales.

En outre, au cours de l'été, Abbott et DeSantis ont envoyé des bus remplis de réfugiés, pour la plupart à Chicago, New York, Washington et Martha's Vineyard dans le Massachusetts. Ils ont déclaré que les États en question, trois des États sanctuaires pour les immigrants et les réfugiés, pourraient mieux répondre à leurs besoins. Depuis avril, M. Abbott a envoyé environ 7 900 migrants à Washington, 2 200 à New York et 300 à Chicago. Le gouverneur de l'Arizona, Doug Ducey, a transporté plus de 1 800 migrants à Washington depuis mai.

Le maire de New York, Eric Adams, a réagi en déclarant qu'il s'agissait d'un acte criminel, d'un enlèvement, etc. et a demandé au département fédéral de la Justice d'engager des poursuites. Le gouverneur de la Californie a également demandé au département de la Justice d'engager des poursuites. En outre, le 30 juillet, le département de la Justice a intenté une action en justice contre Abbott pour son décret interdisant aux agences non gouvernementales de transporter des immigrants sans papiers dans des voitures. L'American Civil Liberties Union a déposé une plainte similaire demandant une injonction pour arrêter la mise en oeuvre de l'ordre exécutif, ce qu'un juge fédéral a accordé.

Ce ne sont là que quelques-uns des exemples où les autorités des États, en particulier les gouverneurs, sont en conflit avec le gouvernement fédéral et entre eux. De manière générale, les différends persistent sous diverses formes, notamment en matière d'immigration, de droits de vote et de mandats de COVID. L'impunité et l'arbitraire des gouvernements des pouvoirs de police sapent la légitimité des autorités gouvernementales à tous les niveaux, ce qui sert à éliminer les relations entre les différentes autorités fédérales et étatiques et à répandre l'anarchie et le chaos, dans leurs rangs et pour la population.

En outre, toute l'attention médiatique donnée aux actions d'Abbott et de DeSantis a servi à cacher le traitement brutal, raciste et inhumain des immigrants et des réfugiés. La ville de New York, par exemple, reçoit des milliers de personnes d'El Paso et d'autres villes frontalières qui ne sont pas en mesure de faire face à l'arrivée d'un si grand nombre de personnes. Les refuges pour sans-abri de New York sont déjà débordés. Le maire Adams a donc initialement déclaré qu'il construirait un village de tentes pour héberger les immigrants et les réfugiés. Le village a été inondé avant même qu'il ne soit terminé, comme l'avaient prédit les défenseurs du droit au logement.

À la suite de cette lutte acharnée, la ville de New York a adopté une loi sur le « droit au logement », qui garantit un lit à toute personne sans-abri. Les militants pour le logement et les droits des immigrants ont demandé que les immeubles de bureaux et d'appartements vides soient utilisés pour le logement, mais Adams a refusé. Il envisage maintenant d'utiliser des bateaux de croisière.

Le logement est un problème sérieux qui pourrait être résolu si les solutions que les groupes proposent étaient adoptées. Mais elles ne sont pas retenues car les citoyens ne sont pas les décideurs et leurs solutions, qu'il s'agisse de logement, d'immigration, d'éducation ou de santé, ne sont pas entendues lors des élections ou à tout autre moment. L'absence de pouvoir politique est ressentie comme un problème immédiat dans tout le pays et la garantie de l'autonomie du peuple est le problème à résoudre.

(Voix de la Révolution)

